L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 | payable d'avance
Do TROIS FOIS PAR SEMAINE.$10 | payable d'avance

PAR BULLITT, MAGNER& Cie
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 11 FEVRIER 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.

ASSEMBLÉES DE MUNICIPALITÉ.—Nous rappelons à nos lecteurs que les assemblées auront lieu ce soir:

Pour la 1ère municipalité: à la SALLE DE BAL DE LA BOURSE St.-LOUIS.
Pour la 2de. " ARCADE DE BANER.
Pour la 3me. " Café FRANKLIN.

LA MAIRIE.

C'est ce soir même que les whigs sont appelés à exprimer leurs préférences relativement au candidat qui doit courir sur le ticket whig pour le poste de Maire. Des réunions ont lieu dans chaque municipalité; et dans ces réunions chacun pourra, avec la liberté la plus illimitée, faire connaitre ses vœux. Le mode que l'on a adopté est sans contredit le meilleur pour assurer la libre et complète expression de l'opinion publique; tous ceux en effet qui ont quelque intérêt à la nomination du Maire, sont mis à même de faire triompher leurs désirs.

Le vœu de la majorité sera positivement constaté par l'épreuve de ce soir, et quelque soit ce vœu, il sera, nous en sommes convaincus, accepté sans le moindre désappointement et sans la moindre hésitation par tous ceux qui pourront ne l'avoir point partagé. Tout bon Whig, tout bon citoyen qui aura à cœur le succès de la bonne cause et la permanence de nos institutions, s'empressera de soutenir le candidat de la majorité, dût-il pour accomplir ce devoir faire le sacrifice de ses sympathies personnelles; le désintéressement politique et la bonne harmonie qu'il créera dans nos rangs, assurera notre triomphe.

Le mode adopté est, nous le répétons, excellent sous tous les points; et la meilleure preuve, c'est qu'il n'a soulevé la moindre objection ni dans l'assemblée où il a été proposé, ni dans le public qui s'est empressé de l'accepter. Les intérêts de toutes les parties de la ville s'y trouvent également ménagés, et personne n'aura la moindre plainte à faire entendre. Aussi lorsque la Convention aura prononcé, tous les Whigs accorderont sans nul doute à son choix le concours le plus sincère et le plus zélé.

Nous n'avons pas besoin d'insister en ce moment sur l'importance de l'élection qui va avoir lieu; il n'est pas un d'entre nous qui ne comprenne qu'il a un grand devoir à remplir, et qu'il n'y doit point manquer. Il nous suffit donc de rappeler à nos concitoyens qu'ils ont à assister ce soir aux assemblées des Municipalités et qu'en accomplissant cette tâche, ils feront de qu'ils doivent à leur parti et à leur pays.

LE *Courrier* se fâche parce que nous disons, en l'approuvant fort, mais en soutenant un peu, un paragraphe de sa façon. Est-ce notre faute cependant si le *Courrier* est fait de telle sorte qu'on ne puisse pas le citer sans qu'il prenne cela pour une injure ou pour une ironie?

BAL EN L'HONNEUR D'HENRY CLAY.

Un bal sera offert par les citoyens de la Nouvelle-Orléans à l'honorable HENRY CLAY, qui, sous peu de jours doit quitter cette ville. Ce bal aura lieu mercredi prochain, dans la belle salle de la Bourse St.-Louis.

STABAT MATER.—La dernière répétition générale de cette magnifique composition a eu lieu à St. Patrick vendredi soir, et elle nous donne l'espérance que l'exécution publique, fixée à lundi prochain, sera tout à fait digne de l'épreuve et de son but. Nous avons eu le tort de ne pas insister sur ce dernier point, plus que nous ne l'avons fait. Le produit du concert spirituel dans lequel on entendra le *Stabat*, est destiné à l'Asyle des Orphelines de la Louisiane." Cette institution, l'une des plus pauvres, mais en même temps l'une des mieux administrées de la Nouvelle-Orléans, est véritablement une institution de charité; car elle ne compte que sur la charité pour se soutenir. Elle est sous la protection spéciale des "Dames de Demoiselles de la *Providence*," qui secondent de leur mieux les efforts d'une directrice pleine de dévoûment; elle reçoit de généreux secours de quelques autres personnes dont nous voudrions pouvoir proclamer les noms; trois boulangers de cette ville entre autres, et un grand nombre de marchands de la Halle fournissent gratuitement du pain, de la viande et des légumes; mais malgré ces charitables contributions, les pauvres Orphelines, qui sont fort nombreuses, ne se trouvent pas toujours à l'abri de besoin. C'est donc une noble pensée de l'Athénée Musical, que d'essayer en leur faveur, à l'aide d'un chef-d'œuvre, un appel à l'humanité. Cet appel a déjà été entendu; ceux qui n'y auraient pas encore répondu doivent s'empresser d'apporter aussi leur offrande; car ce sera là véritablement une charité bien placée.

THEATRE D'ORLEANS.

LA FAVORITE, opéra en 4 actes, musique de DONIZETTI.
1ère représentation.

Allons! décidément le charme est rompu, et la salle d'Orléans ne sera plus condamnée à n'être dans ses plus belles soirées, qu'un vaste désert d'hommes: les dames n'y sont rendues en foule jeudi soir, et la double guirlande qui paraît si gracieusement naguères le pourtour des premières loges, s'est enfin reformée toute entière. Les belles et joyeuses représentations ne nous feront plus faute. Cette nouvelle ère, annoncée en quelque sorte et promise par les représentations de *Rossini* et de *Lucie de Lammermoor*, a été glorieusement inaugurée par la première représentation de la *Favorite*. La fête était complète dans la salle et sur la scène. Les charmantes inspirations de Donizetti, leur verve facile et mélodieuse, leurs allures rapides, ont singulièrement ravi un auditoire auquel un nombre et sa propre splendeur avaient donné d'avance les meilleures dispositions. aussi le succès, ainsi que nous l'avons annoncé à la hâte, a-t-il été des plus francs et des plus décidés. Nous nous en réjouissons pour les artistes auxquels cel. rendra du courage, pour l'administration qui n'aura plus à se plaindre, et surtout pour le public dont l'indifférence menaçait de dégénérer en un ennui chronique, pour le public qui va reprendre un peu à ses plaisirs d'autrefois et fera fort bien.

Nous avons grandement raison d'affirmer que la *Favorite* n'était pas indigne de ses sœurs sinées que nous lui connaissons déjà cette nouvelle partition a toutes les qualités qui distinguent les œuvres du second maestro qui l'a écrite. La mélodie y abonde, et en parfois elle n'est réellement ni très neuve, ni très franche, elle rachète ce défaut par l'élégance et l'ampleur des développements. Elle plait toujours. Les duos, les trios, les finals, les chœurs sont traités avec cette parfaite connaissance de la scène dont Donizetti a donné tant de preuves, et par-dessus le marché, tout cela coule avec une rapidité, un entrain, une aisance qui ne vous permettent guères d'y chercher les parties défectueuses. On se laisse aller tout naturellement et non sans un vrai plaisir, à se courant qui vous emporte sur ses ondes mollement balancées. Et lorsque, par hasard, au milieu de ces belles eaux jaillit une source vive et limpide, vous vous y abreuvez avec joie. Et ces sources vives, qu'on nous passe la métaphore, sont assez nombreuses dans la *Favorite*, surtout dans les trois derniers actes. Le public a, du premier coup et avec un tact qui fait honneur à son discernement musical, signalé par ses applaudissements les principales beautés de cet opéra nouveau; et nous n'aurons guères qu'à tenir note de ces applaudissements pour bien apprécier nos éloges. Nous nous donnerons ce plaisir après la seconde représentation que l'on nous promet pour ce soir.

La bienveillance pour l'œuvre entraînait nécessairement la bienveillance pour les artistes: cependant, ici encore, sauf quelques moments de généreuse indulgence, le public ne a guères fait que rendre justice. Il a eu gie à Mlle. Lagier de ses bonnes intentions, à M. Bibe de la noble se de son jeu et de l'expression de son chant, à M. Victor de sa belle voix et de ses notables progrès; enfin il a tu nu compte à M. Allard des efforts qu'il paraît faire pour triompher de la faiblesse d'un organe qui se resent d'un travail excessif et d'une inji-tion mal guérie. Les applaudissements qui ont accueilli les deux derniers doivent surtout les engager à rectifier la dernière partie de leur rôle: plus d'une fois la mémoire a fait complètement défaut à ce dernier, et ce n'était pas la faute de Mlle. Lagier qui aidait son camarade avec un dévoûement et un sèle rare. Espérons que ce sont ces imperfections auront presque complètement disparues celles-là, les artistes peuvent s'en débarrasser. Nous ne parlons pas des autres: nous sommes trop reconnaissons aujourd'hui du plaisir que nous avons goûté jeudi, pour ne pas nous contenter d'applaudir.

LES MENESTRELS TYROLIENS dont le premier concert a eu lieu à la Salle St. Louis, continuent avec grand succès leurs soirées musicales dans la salle de l'Athenæum.

BULLETS DE LA 3ME. MUNICIPALITÉ.— Le conseil de ville de la 3me. municipalité, dans sa dernière séance a passé la résolution suivante

Résolu que le trésorier, conjointement avec le comité de finance, soit autorisé à émettre en échange des bonds de cette municipalité, au pair, des billets au porteur, payables à un, deux et trois ans de date, le premier billet sans intérêt, et les deux autres portant 5 pour cent d'intérêt par an, et pour toutes sommes au-dessus cent piastres,

AFFAIRE DU SOMERS.—Le Cour Martiale qui doit juger le commandant Mackenzie a dû tenue nous l'avons annoncé hier, s'assembler le 1er. courant à New-York; mais ce procès n'a pas lieu, ainsi que l'avions cru, à la demande du commandant, il n'est pas non plus le résultat du rapport fait par la cour d'enquête, car il est certain que les conclusions de ce rapport ont été une approbation unanime et absolue de la conduite du commandant du *Somers*. C'est le secrétaire de la marine qui a cru voir dans les révélations de l'enquête des motifs suffisans pour en appeler à une cour martiale.

Le capitaine MacKenzie a été arrêté sous prévention de meurtre, d'oppression, de punitions illégales et d'une foule d'autres méfaits longuement énumérés dans l'acte d'accusation. Telle est du moins la version que donne le *Madisonian*.

INTERIEUR.

LE CABINET.—Une correspondance de Washington prétend que M. Webster quittera le département de la secrétairerie d'Etat, après le 4 mars et qu'il ira représenter l'Union en Angleterre. M. Everett dans ce cas passerait en France. M. Webster serait remplacé par le général Cass, et M. Cushing entrerait à la Trésorerie par la retraite de M. Forward.

CONGRES.—La discussion du bill de colonisation de l'Orégon se poursuit ou plutôt se prolonge toujours au Sénat: elle a encore occupé sans résultat, une partie de la séance du premier courant, et elle n'a guères roulé que sur la motion de renvoyer le bill à un comité spécial. Cette question subsidiaire n'a pas même été réglée. Le bill pour empêcher et punir le transport des dépêches par d'autres voies que celle de la poste, n'a pas non plus fait grand chemin ce jour là. Les affaires exécutives ont occupé la fin de la séance.

A la chambre M. Thompson a demandé inutilement la reconsidération du bill des crédits de la guerre; adopté la veille; puis l'on s'est occupé de quelques autres questions, notamment des affaires des territoires. Le chaus de Somers et le coup de main du commodore Jones à Monterey, ont fait aussi, sans succès, une première apparition à la Chambre: M. Snyder a proposé une enquête sur la conduite du juge Betts qui a, comme on le sait, dernièrement refusé d'intervenir dans la demande présentée par la veuve de Crowwell contre le commandant Mackenzie; cette motion n'a pas été acceptée. M. Adams, au nom du comité des affaires étrangères, a offert des résolutions qui réclament du président tous les renseignemens et éclaircissemens nécessaires sur les instructions données au commodore Jones et sur les actes de cet officier. Ces résolutions se seront représentées dans la séance du 9; nous les reverrons donc.

COMMERCE DU SUD.—"Nous sommes heureux, dit le *Journal du Commerce* de New-York, d'apprendre de grandes maisons de notre ville qui font des affaires avec le Sud, que jamais les négocians de cette partie de l'Union n'ont mieux fait honneur à leurs engagements que cet hiver. Le taux du change n'a jamais été plus rapproché du pair, si toutefois on excepte l'Etat de l'Alabama."

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

JEUDI, 9 Février 1843.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

L'appel nominal constate la présence de quarante-deux membres.

Pétitions, Mémoires et Résolutions.

M. Bordelon présente une pétition des citoyens de Calcasieux, demandant que leur Cour de District soit transportée ailleurs. Référé à un comité spécial composé de MM. Bordelon, Voorhies et Prescott.

M. Prescot présente une seconde requête de la même nature, qui est référée au même comité.

M. Fortson introduit une pétition de J. B. Smith. Référé au comité sur les réclamations.

Comités permanens.

M. Nowport, du comité sur le Pénitentiaire, présente un rapport constatant la situation financière de cette maison. L'impression en est ordonnée. Le rapport est accompagné d'un acte pour venir au secours de Pénitentiaire.

M. Voorhies, du comité des enrolemens, annonce comme dûment enrôlé la résolution qui enjoint au Gouverneur de délivrer à M. Alexandre Porter, sénateur élu de la Louisiane au Congrès des Etats-Unis ses lettres de créance.

M. Luttrell, du comité sur les réclamations, rapporte à la Chambre, sans amendement, le bill pour venir au secours de M. Charles Duvillet, sherif de la paroisse de Plaquemines Le même membre présente un rapport défavorable à la réclamation de M. Waters, shérif de la paroisse de Caddo; il amène à la pétition de Wm. Brown, habitant de la Nouvelle-Orléans, ainsi qu'à celle de David———, exigeant une certaine compensation pour des travaux qu'il était sur le point d'entreprendre d'après l'ordre de la Législature, et dont cette dernière a subséquemment ordonné la suspension.

M. Ratliff propose d'enquérir, au nom du même comité, un rapport favorable à la pétition de A. C. Hunter, citoyen du Texas.

Comités spéciaux.

M. Claiborne, du comité spécial sur le bill concernant l'établissement d'une école de médecine, rapporte le bill avec certains amendemens.

Bills et notices de bills.

M. Musson donne avis qu'il présentera incessamment un bill pour venir au secours de la compagnie de la Bourse des Marchands.

M. Fortson, après dispense, introduit un bill pour pourvoir à la réparation des taxes de paroisse. Le bill, après avoir subi une première lecture, est référé à un comité spécial composé de MM. Fortson, Briant, Irby, Heath et Brewer.

M. Clark, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un acte pour venir au secours de Robert D. Brashear.

M. Prescott, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un acte pour faciliter la navigation du Bayou Bœuf. Référé au comité sur les améliorations intérieures.

M. Culbertson, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un acte pour amender la 14me section de l'acte qui pourvoit à l'établissement de la Cour de Cité. Il présente aussi un acte pour amender les articles 1,967 et 2,304 du Code Civil. Ces deux bills sont référés au comité judiciaire.

M. Briant, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un acte pour amender l'acte qui pourvoit à la réduction des dépenses de l'Etat. Il présente aussi un bill pour amender l'acte qui crée un annotateur des hypothèques pour la paroisse de Natchitoches.

M. Boudousquié, du comité spécial sur les élections contestées, soumet, après dispense des règles, un rapport sur les élections contestées de la délégation d'Orléans. Il est dit dans le rapport que tout ce qui a trait à ces élections a été soumis à un rigoureux examen. Les motifs qui ont porté quelques membres à protester contre cette élection ne sont fondés sur aucun témoignage satisfaisant. Le rapport se termine par une résolution qui déclare les membres de la délégation d'Orléans dûment élus.

M. Benjamin annonce qu'il présentera incessamment un acte pour étendre les devoirs de l'annotateur des naissances et décès à la Nouvelle Orléans.

L'Orateur appelle l'attention de la Chambre sur le rapport de l'ingénieur d'Etat concernant le Raccourci.

M. Taylor demande que le rapport du comité sur les élections contestées soit mis à l'ordre du jour pour mercredi prochain, et que le conseil des parties réclamantes soit admis à se faire entendre à la Chambre.

M. Phelps propose de retrancher cette dernière partie de la résolution. Le comité chargé de l'examen de cette affaire, l'a fait avec zèle et impartialité, et il servait entraîner l'Etat à des frais inutiles que de permettre au conseil des parties réclamantes de venir protester à la barre de la Chambre.

M. Taylor répond que cette affaire pourrait facilement se terminer en un jour. Au surplus la Chambre a le droit de juger cette question, et la justice réclame que les deux parties soient entendues.

M. Boudousquié désire que la motion de M. Phelps soit adoptée. Si l'on permet aux parties réclamantes de se faire entendre, ce sera huit ou dix jours perdus. Le comité a agi consciencieusement dans l'examen de cette affaire. Cependant si quelques membres sont encore mécontens, que l'on mette le rapport à l'ordre du jour pour l'une des prochaines séances ou bien, si cette motion est rejetée, si le comité siège pendant la nuit en présence que toute la Chambre, et que l'on procède de nouveau à l'examen des témoins.

Brewer dit que jusqu'ici il s'est abstenu d'exprimer aucune opinion sur la question, parcequ'il ne l'a pas encore sérieusement étudiée. Cependant il lui semble qu'il ne serait que juste de permettre au conseil des parties réclamantes de se faire entendre. Il ne doute nullement de la sincérité du rapporteur. Mais puisque les membres de la Chambre ont siégé pendant sept ou huit jours avant d'arriver à une conclusion, il lui semble naturel que d'autres se trouvent dans le même embarras et désirent d'éclaircir la question. Que les deux parties soient entendues: la justice le requiert.

M. Ogden s'abstiendra de voter sur la question, mais il est contraint de différer avec quelques-uns de ses collègues. Il n'est que juste de laisser aux parties réclamantes la liberté d'exposer les motifs qui les portent à contester à la Délégation d'Orléans la légitimité de son élection. Il s'entendu une partie du rapport sur la question, et il doit avouer qu'on ne peut rien désirer de plus clair et de plus explicite Mais ce ce une raison pour refuser à la partie adverse le droit de se faire entendre? Est-ce une raison pour refuser de donner satisfaction aux électeurs eux mêmes.

M. Brashear dit que la Chambre a seule le pouvoir de décider la question. Pourquoi permettre au conseil étranger de venir défendre à la barre de la Chambre l'élection de quelques membres. Jamais encore, depuis qu'il est entré dans la vie politique, il n'a vu corps délibératif agir de cette façon. Et il ne voit vraiment pas la nécessité d'une pareille mesure. S'opposera un instant que quarante, cinquante individus, on ne peut pas en limiter le nombre, se présentent devant la Chambre et réclament leurs droits de Représentans, doit-on leur permettre de produire leur avocat. Il est décidé à voter contre la proposition de M. Taylor.

M. Wadsworth désire que le conseil des parties réclamantes soit entendu, non pas qu'il croie la question d'une bien grande importance, mais pour ne pas établir un mauvais précédent. Quant à lui personnellement, il n'a nullement étudié les faits qui ont rapport à la question.

M. Bayliss dit que la résolution pas été par le comité, l'a été unanimement, et que les membres n'ont différé que sur quelques points de peu d'importance.

M. Winchester croit que la Chambre saguera mal d'elle-même en allant quêter l'aide d'un conseil sur cette matière. Tous les témoignages ont été reçus par un comité nommé expressément pour examiner la question. Ces témoignages forment un volumineux cahier, et leur examen a dû exiger beaucoup de temps de la part du comité. Les membres de ce comité ont été pris indistinctement, sans avoir égard aux différences de partis. Ils sont tous arrivés à la même conclusion, quoique par des motifs différens. Il y a dans la Chambre plus d'un membre capable de discuter la question aussi bien qu'un avocat. Cela rendrait infiniment mieux que d'avoir recours à un conseil étranger. Comme membre du comité, il n'y opposera toujours. Le dossier de l'affaire peut être parcouru en 48 heures, et ceux qui ont encore des doutes peuvent aller l'examiner.

M. Taylor dit que parmi toutes les objections qu'a soulevé sa résolution, il n'y a pas une seule qui lui semble raisonnable. Le membre d'Orléans a appelé lui-même le désir de voir soumettre l'élection contestée à une enquête rigoureuse. C'est là une question trop importante, pour permettre à des motifs d'économie d'intervenir. Il espère donc que la Chambre voudra bien entendre l'avocat des parties réclamantes.

M. Phelps s'aperçoit que cette question a déjà entraîné une grande perte de temps. Le membre de Natchitoches en a fait le texte de son nombre de discours, et si l'on permet à un autre avocat de se faire entendre, qui sait si tout le barreau de la Nouvelle Orléans ne réclamera pas le même privilège? Il n'a manque quelque chose à la masse des témoignages, si l'on a négligé de faire droit à de justes réclamations, il sera tout le premier à demander à ce que l'avis de la partie adverse soit entendu. Mais il n'en est pas ainsi. D'ailleurs il n'y a pas d'exemple qu'on ait jamais eu recours à un conseil en pareille circonstance.

M. Wadsworth propose d'amender la résolution de manière à permettre aux parties réclamantes de se faire représenter par un *seul* avocat.

M. Brashear s'oppose à la motion. Ce serait établir un précédent, que la Chambre regretterait plus tard.

M. Winchester demande ce que la Chambre aurait en vue en référant à un comité l'examen des élections contestées; si ce n'est d'épargner à chaque membre en particulier des recherches pénibles et souvent infructueuses? Il a été présenté un rapport signé de tous les membres du comité. Que peut-on faire de plus? Il aurait été inutile de charger un comité de l'examen de cette question, si l'on avait résolu d'en charger plus tard un autre.

M. Selby avait cru que la Chambre ne s'assujettissait à de certaines règles, que dans le but de procéder en tout avec justice. S'il en est ainsi, tien de mieux. Mais lorsque ces mêmes règles ne servent qu'à des fins injustes, il faut les oublier un instant. Quant au rapport du comité, puisque quelques membres l'approuvent si parfait qu'à leur avis nous devons fermement croire à tout ce qui y est contenu, on eût pu alors facilement ne pas le présenter du tout à la Chambre. Ce comité n'a-t-il donc pas pu *retirer* l'Etat de cette chose impossible? Les parties réclamantes ont le droit de faire représenter par un conseil; c'est même un acte de justice à accomplir envers la délégation d'Orléans.

M. Wadsworth retire son amendement et propose d'en substituer un autre qui déclare que les parties réclamantes jouiront de la faculté de se faire entendre soit, mais que celui-ci devra seulement exposer le résultat des témoignages.

M. Brashear demande le dépôt sur le bureau du second amendement. Sa motion est adoptée par 31 oui contre 10 non.

Ordre du jour.

L'ordre du jour est l'acte qui a pour but de déterminer les pouvoirs de la Corporation de la Nouvelle-Orléans.

M. Ogden propose de le mettre à l'ordre du jour pour lundi prochain, afin de donner le temps de faire un rapport dans le sens contraire. Cette motion donne lieu à quelques débats. M. Brashear s'oppose à ce que l'on renvoie à un autre jour l'examen de l'acte, tandis que M. Ratliff partage l'avis du membre de Ste. Marie. La question, dit-il, est importante, et les intérêts nationalistes et non pas d'argent. Il s'agit de savoir si la ville a le droit d'imposer une taxe sur les planteurs de la Louisiane afin de payer sa dette. C'est là toute la question.

M. Ogden dit que la Chambre ne peut agir avant que les faits lui soient connus. Il faut qu'elle sache ces faits, pour décider de la constitutionalité de la taxe.

M. Taylor appuie la motion du membre d'Orléans. Il ne veut pas voter sans connaissance de cause.

Après quelques débats ultérieurs entre MM. Selby, Hunt et Ratliff, le bill est mis à l'ordre spécial du jour pour mardi prochain, immédiatement après la lecture du journal.

Après dispense des règles, le bill pour venir au secours de l'Hopital de Charité est pris en considération et adopté. Sur motion de M. Boudousquié, le bill est lu une troisième fois et passé.

Sur motion de M. Benjamin, la Chambre s'occupe du bill relatif aux annonces publiques dans la paroisse d'Orléans.

M. Benjamin dit que le besoin d'une loi semblable se fait sentir depuis long-temps, et qu'il faut enfin remédier à un abus dont tout le monde se plaint.

Les annonces judiciaires coûtent jusqu'à $800, $400 et même $500. Les actes actuels des annonces doivent être publiées dans deux journaux en français et en anglais, et l'une de ces publications doit se faire dans le journal de l'Etat. Les bénéficiers qui en résultent pour ce journal sont divers entre lui et les deux autres. Il y a lieu d'espérer que le bill amédiat à cet abus. Les annonces judiciaires ne seront publiées que dans un journal, et ce journal sera choisi parmi ceux qui offriront de le faire au plus bas prix. Ce prix, on lui assure, peut être diminué de cinq sixièmes. Le bill offre encore d'autres avantages, etc.

Le bill est examiné section par section, adopté, et passa après une troisième lecture.

Sur motion de M. Musson, la Chambre s'occupe du bill qui a pour but de changer les vacances de 1844-45 en corporation, et l'adopte après l'avoir amendé. Sur motion le bill est lu une troisième fois et passé.

L'acte que a pour but de créer une nouvelle paroisse dans le comté de Natchitoches, devant porter le nom de paroisse de La Salsure, est pris en considération.

Puis la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 10 Février 1843.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

L'appel nominal constate la présence de 39 membres.

Sur motion de M. Perkins, le Dr. Walker est dispensé à cause du mauvais état de sa santé, de faire partie du comité chargé d'étudier la question du droit de quayage. M. Voorhies est nommé à sa place.

L'Orateur soumet à la Chambre une pétition des habitans de Carrollton, demandant à être incorporés. Référée au comité sur les griefs et réclamations.

M. Wadsworth présente une résolution à laquelle le Sénat aura donner son concours, enjoignant à ses Sénateurs et Représentans de voter en faveur du bill relatif aux annonces judiciaires.

Sur motion de M. Bouloussuqié, le greffier reçoit l'ordre de transmettre divers messages au Sénat.

Sur motion de M. Bowyer, un congé de quelques jours est accordé à M. Ratliff.

M. Taylor réclame la prise en considération de la résolution relative aux élections contestées. La motion est rejetée.

Comités permanens.

M. Voorhies annonce comme dûment enrôlé l'acte qui a pour but d'augmenter le chiffre des membres du jury de police d'Ouest Félicitas.

Comités spéciaux.

M. Newport, du comité auquel a été référée la pétition des citoyens de Bâton-Rouge, présente un bill qui a pour but de nommer différens greffiers pour les différentes cours d'Est Bâton-Rouge.

M. Philips, du comité nommé par la Chambre pour examiner la résolution relative à l'établissement de nouveaux bureaux pour les officiers de l'Etat, soumet son rapport. Ce document constate que le local occupé actuellement par les officiers de l'Etat se trouve dans un délabrement complet, et recommande à la Législature d'affecter à l'usage des dits officiers le local occupé par la bibliothèque commerciale, après y avoir fait toutes les réparations nécessaires pour en faire un bureau convenable. Le rapport recommande aussi la construction de l'allocation annuelle, appliquée à la bibliothèque commerciale.

M. Morgan, du comité auquel a été référé la pétition des citoyens de Bâton-Rouge se plaignent de l'administration du Pénitentiaire, présente une résolution à l'effet de nommer un comité des deux Chambres pour s'enquérir des causes qui ont motivé cette plainte.

Les membres du comité permanent sur le pénitentiaire, MM. Newport, Philips et Clark se prononcent tous trois en faveur de la résolution. Ils n'ont jamais négligé les travaux qui leur ont été confiés, et s'il existe quelque part des abus, qu'on les expose au jour.

La résolution est adoptée, et l'Orateur nomme du comité MM. Brashear et Wilson de la part de la Chambre.

M. Taylor, après dispense, présente une autre pétition relative à la dernière insolation de la rivière Rouge, et à l'obstruction du lit de cette rivière. La pétition requiert aussi l'établissement d'un chemin quelque part en aval de ces obstructions, le plus précis devant être désigné par des commissaires nommés à cet effet. M. Taylor présente une résolution à cet effet.

M. Taylor consent à ce qu'il soit inséré dans la résolution que clause déclarant que les commissaires n'auront droit à aucune rétribution. Cet amendement est accepté, et la résolution passe.

Bills et Notices de Bills.

M. Benjamin, ainsi qu'il a précédemment donné avis, présente un acte pour étendre les devoirs de l'annotateur des naissances et décès dans la paroisse d'Orléans.

M. Cull etson annonce qu'il présentera incessamment un acte pour incorporer la Société de Musique religieuse de la Nouvelle-Orléans.

Sur motion, la Chambre procède à la prise en considération de l'amendement proposé par le Sénat au bill relatif aux droits que l'Etat perçoit sur les agens des compagnies d'Assurances étrangères. L'amendement déclare que tous agens de compagnies d'assurances étrangères, qui font le commerce des traites, seront passibles d'une taxe. La Chambre concourt à l'amendement.

Sur motion de M. Bickham, la Chambre s'occupe de l'acte pour venir au secours de la paroisse de Washington et l'adopte avec divers amendemens. Le bill, après dispense des règles, est lu une troisième fois et passé.

M. Voorhies, du comité des enrôlemens, annonce qu'il a soumis à l'approbation du gouverneur plusieurs bills et résolutions.

Sur motion de M. Bayliss, la Chambre s'occupe du bill relatif à la publication des annonces judiciaires à la campagne.

M. Bayliss dit que le bill primitif ne dispensait pas de la publication des annonces judiciaires, quand cette publication se trouvait exigée par la loi. Mais la 1re. section, telle qu'elle est écrite, est sujette à discussion: La plupart des annonces affichées aux portes des tribunaux sont arrachées, et il peut en résulter de graves torts pour les plaideurs. Cela est arrivé, à sa connaissance, dans des paroisses où il ne se publiait pas de journal. Là où il y a un journal, il croit nécessaire l'ordonnance la publication avec judicieux, pourvu que cela puisse se faire à un prix raisonnable.

M. Voorhies remarque que l'objet du bill est de rendre justice à chacun. Dans 17 paroisses il ne se publie aucune feuille. Pourquoi exempter ces paroisses d'une taxe qui pèse si lourdement sur les autres? Le comité a eu vue de rendre générales les dispositions de bill. La section convient surtout à sa paroisse, et il ne voit pour son adoption. La section prévaut et le reste du bill est adopté.

Le bill, après dispense des règles, est lu une 3me fois et passé.

Sur motion de M. Brashear, la Chambre s'occupe d'une résolution autorisant le trésorier à payer à la paroisse de Caddo en quote part des fonds affectés à l'entretien des écoles publiques.

M. Masson, après dispense, introduit un bill pour venir au secours de la Compagnie de la Bourse des Marchands. Référé au comité sur les réclamations.

Le Chambre, après dispense des règles, s'occupe du bill qui a pour but de créer une nouvelle paroisse sous le nom de paroisse de la Sabine, et l'adopte en section par section. Le bill est alors lu une troisième fois et passé.

Ordre du Jour.

M. Ogden, du comité spécial chargé de l'examen du bill qui a pour but de créer une Cour d'Appel en matière criminelle, rapporte le bill avec divers amendemens et quelques sections additionnelles. Après quelques explications de M. Ogden, le bill est déposé sur le bureau sujet à l'appel de la Chambre. L'impression en est ordonnée.

Sur motion de M. Selby, et après dispense des règles, la Chambre s'occupe du bill provenant du Sénat, relatif à certains droits dits de *préemption*. Le bill autorise le gouvernement à abandonner à quelque personne jouissant de ce droit de préemption, la propriété de certaines terres situées dans l'Etat.

M. Clark demande le renvoi du bill au comité des finances.

M. Collins fait observer qu'il a présenté lui-même, au commencement de la session une pétition sur le même sujet. On a disposé des terres en question sans en avertir les pétitionnaires.

M. Selby dit que l'Etat n'abandonne aucun de ses droits. On a choisi ces terres en par ce que, et l'Etat peut bien en prendre d'autres ailleurs, conformément à ce qui est prescrit par l'acte du Congrès.

M. Brewer demande le renvoi du bill à un comité, qui sera à même de vérifier les titres des personnes mentionnées dans le bill.

La Chambre refuse d'accorder la dispense des règles, pour permettre de procéder à une seconde lecture du bill. Sur motion, le bill est référé à un comité spécial composé de MM. Selby, Benjamin et Clark.

Sur motion de M. Brewer, la Chambre s'occupe de l'acte relatif à la propriété des mineurs résidant hors de l'Etat et l'adopte. Le bill passe un instant après.

Sur motion de M. Wilson, la Chambre s'occupe de la résolution provenant du Sénat, qui enjoint à l'ingénieur d'Etat d'enlever les obstacles qui obstruent le lit du Bayou Darbonne, et l'adopte.

Messages du Sénat.

La Chambre concours aux amendemens proposés par le Sénat à l'acte qui a pour but de créer une étude de notaire dans la paroisse de St. Martin. Elle concourt aussi aux amendemens proposés par le Sénat à la résolution qui a pour objet de nommer un comité chargé de visiter le collége de Franklin.

Les amendemens au bill relatif aux membres du jury de police de la paroisse de la Pointe-Coupée, sont déposés sur le bureau, sujets à l'appel de la Chambre.

Les amendemens au bill qui a pour but de créer de nouveaux districts électoraux dans la paroisse de St. Tammany sont déposés sur le bureau sujets à l'appel de la Chambre.

Le bill provenant du Sénat, qui a pour but de rappeler l'acte relatif aux devoirs du sergent-d'armes, subit une première lecture.

Le bill provenant du Sénat, et intitulé: Acte relatif à la ville de Baton Rouge, est lu trois fois et passe.

Puis la Chambre s'ajourne.

[PAR AUTORITÉ.]

(No. 17.)
ACTE.

Pour venir au secours de John Gordon
Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de la Louisiane, réunis en assemblée générale:
Que la somme de huit piastres par mois soit allouée pendant cinq ans à John Gordon, citoyen de la Louisiane, estropié à la jambe droite, lorsqu'il servait sous, pour payer par quartiers, sur son mandat de tout fonds du Trésor non autrement disposés

(Signé) C. DERBIGNY.
Orateur de la Chambre des Représentans
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 9 Février 1843.
(Signé) A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

(No. 18.)
ACTE

Pour amender l'acte intitulé, "Acte relatif aux chemins et ponts," approuvé le sept février dix huit cent vingt-huit.

Section 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, en assemblée générale:* Que dans le cas où l'un des inspecteurs nommés en vertu de l'acte auquel le présent sert d'amendement ou auxquels une règlera ses devoirs, refusera ou négligera de remplir les devoirs de son office, ou sera absent dans la limite de son district, depuis le huitième tenant et interjurisdiction du 4 acte, un premier janvier prochain, qu'il ne lui sera pas fait réparer ou remettre à neuf avant le premier novembre de chaque année subséquente, il sera alors du devoir des inspecteurs nommés dans la paroisse, ou dans le même district, de faire faire les dites réparations, ou les dites levées neuves, ainsi que le cas échera, et à cet effet ils sont par le présent revêtus de tous les pouvoirs conférés aux inspecteurs des districts par les dites actes, *Il est de plus décrété &c.* Que dans le cas où il ne se trouverait pas d'autres inspecteurs, dans la paroisse, ou dans le district, où un devoir devient absence ou qu'ils refuseront ou négligeront d'agir, tout planteur résidant sur le bord du fleuve pourra donner avis au juge de paroisse qu'il entreprendra d'agir en qualité d'inspecteur pour ces fins, et par le fait qu'il aura donné tant avis, il sera revêtu de tous les pouvoirs conférés aux inspecteurs des chemins et levées par l'acte précité.

Sect. 2ème *Il est de plus décrété, &c.* Que toutes les réparations et levées neuves devront être faites suivant le devis des sections deux, cinq et six de l'acte auquel celui-ci sert d'amendement

Sect. dern. *Il est de plus décrété, &c.*, Que cet acte sera en force à mesure du jour de sa passation.

(Signé) C. DERBIGNY.
Orateur de la Chambre des Représentans
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat

Approuvé le 10 février 1843
(Signé) A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Le prêt de la farine franche étant de 83 67 par baril, il après le tarif les boulangers donneront 42 onces de pain pour dit cents, à partir de lundi, 13 courant. Les pains de seconde qualité devront peser 25 pour cent en sus, c'est à dire 53 1/4 onces.

Nouvelle Orléans, le 10 février 1843.

(2) Nous avons dernièrement parlé avec une personne de la différence de valeur qui existe dans le cours des intérêts dans les journaux; elle nous fit la remarque qu'il y avait un article qui attirait autrefois l'attention: c'est celui concernant la Banque de Colombie. Il est vrai que cette institution a été constamment propre, conservée la chevelure et on empêche la chute. On le trouve chez l'onstock à Rou, Bd. Conti, et chez Bonnet, Bd. Bourbon. Nous n'avons rien à ajouter les sus vertus de Baume de Colombie, mais nous avons vu une brillante chevelure et nous pouvons rester convaincus. Nous conseillons donc à ceux qui perdent leurs cheveux de se servir de ce Baume. (Bulletin.)

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES

Navire United States